

***“ Et si l’on attendait que la culture
participe à une logique du
changement ? ”***

Extrait de l’ouvrage Culture, tourisme et développement

Pour l’article « Une vallée, une économie, un festival : quels apports
réciproques ? »

Par Jean-Luc POUTS en collaboration avec Fabrice THURIOT

Culture, tourisme et développement

Les voies d'un rapprochement

**Sous la direction de Claude Origet du Cluzeau
et Jean-Michel Tobelem**

Note liminaire

L'extrait présenté ici a été rédigé en 2008. Peu de choses ont évolué depuis.

Toutefois, précisons que le boulanger d'Uzeste semble ne plus partir en vacances durant le festival, qu'à Marciac, la salle l'Estrada a depuis été édiflée donnant ainsi le loisir au jazz d'habiter le Gers toute l'année et que, malheureusement, le festival Latino Roc, notre fil conducteur, a disparu en 2013 du paysage pyrénéen, semble-t-il pour des raisons financières et un manque de soutien local.

Ces données nouvelles confirment-elles nos analyses, nos spéculations, nos extrapolations et nos espoirs ? A vous d'en juger.

Mise en bouche par Evelyne Lehalle (Cf. blog Nouveau Tourisme Culturel)

Voici, tout chaud, le point sur la question du tourisme culturel et du développement des territoires. Par le meilleur du meilleur : Rémy Knafou, Président de l'ADREST, et notre très chère Claude, Claude Origet du Cluzeau, la plus savante d'entre nous, la plus militante pour que le tourisme culturel se développe, la plus respectueuse, aussi, des acteurs des deux domaines, qu'elle connaît très bien. Jean-Michel Tobelem s'est associé à la réalisation de cet ouvrage, autre Grand Prêtre, Jean-Michel, celui de la gestion et de l'avenir des musées, sur lesquels il a beaucoup réfléchi et publié.

Trois parties, donc, dans l'ouvrage :

Les fondements (Où j'ai signé, d'ailleurs, l'article sur la Stratégie du Tourisme culturel en France).

Les applications, avec un article exceptionnel de Jean-Luc Pouts, avec la collaboration de Fabrice Thuriot, qui abordent LA question importante, soit celle du développement d'un festival (ici, de jazz) sur un territoire (ici, les Pyrénées). Avec une entrée réellement originale (les retombées économiques, mais surtout comment les artistes, les organisateurs, le projet apporte une énergie à la ville organisatrice, à tous ses acteurs. Une très bonne analyse, aussi, du rôle du politique, des élus, avec, une fois n'est pas coutume, la présentation de l'ensemble de ce que peut – et ne peut pas – faire un élu. Le contexte, « la montagne aujourd'hui », est aussi très bien analysé. Car il y a un petit côté « polar », dans ce texte ! Comment le jeune du pays n'a d'autre choix que de devenir acteur du tourisme, une fois grandi ? Comment Marciac a gagné ? Quels sont les problèmes de l'organisation d'un festival ? Tout y est, je vous le dis !

Les perspectives

Claude Origet signe, selon moi, le meilleur texte, « Retombées économiques : les villes en pointe ». Attention, petit chef d'œuvre ! En tous cas, ne vous lancez jamais dans le tourisme culturel sans avoir lu ce petit texte, qui contient aussi une leçon magistrale, mais très concrète, de la « mise en tourisme » de ce que vous voulez, un monument, un
Mon conseil : vite, achetez ce livre !

Je sais, je vous en conseille peut-être un peu trop pour vos moyens financiers... Alors mettez-vous à plusieurs, demandez à votre bibliothèque de l'acheter, épousez l'un des auteurs, que sais-je ? Inventez ce qui vous plaira, mais lisez-le. Et même en vacances, vous ajouterez du plaisir à celui de vos vacances !

Une vallée, une économie, un festival : quels apports réciproques ?

JEAN-LUC POUTS en collaboration avec FABRICE THURIOT

Il est beaucoup de situations dans lesquelles les relations de cause à effet entre activité culturelle et économie ne sont pas aussi directes que l'on pourrait l'espérer. Cependant, on pourrait supposer que dans chacune de ces situations, l'activité culturelle et l'économie locale peuvent se trouver liées dans un même destin. Partant de ce constat, il a paru intéressant de montrer quelques-unes des interrelations pouvant exister entre économie et culture¹, mais cela sans réduire une production culturelle à un simple « produit ». Ce parti a deux raisons.

D'une part, l'on ne peut pas démontrer si facilement qu'une production culturelle générerait d'elle-même un apport économique – si tant est que ce soit son but. D'autre part, et inversement, il est fort probable qu'un système économique soit un facteur agissant, en positif ou en négatif, sur l'évolution de valeurs, de relations sociales et de capacités humaines. Si l'on se place sous l'angle des choix politiques, on pourrait mettre face à face trois logiques, dont les deux premières sont à l'évidence les plus courantes.

La première logique, linéaire, consiste à attendre de l'activité culturelle un gain de productivité ou tout du moins

¹ La notion de culture du point de vue de la vie de tous les jours, des idées circulant entre les individus et des occasions de s'ouvrir à de nouvelles interprétations du monde, de l'actualité, d'autrui...

d'image pour un territoire. Les politiques du tourisme induisent souvent une telle attente. Dans la seconde, on a tendance à concevoir une opération culturelle comme l'accessoire d'une politique de développement économique et social.

Considérée à la marge des moteurs de l'économie, l'activité culturelle serait vécue ici, non comme un facteur essentiel, mais comme une touche « d'humanité » ou de réconfort. Elle serait capable de réparer ou d'atténuer les craintes, les blessures, les injustices, les violences... Enfin, par une troisième logique, les décideurs ont toujours la possibilité de se placer d'un point de vue plus global. Ce point de vue réintégrant la culture comme élément constitutif d'une société permettrait d'anticiper sur les nombreuses interrelations entre l'activité culturelle et son contexte économique.

Le terme d'interrelations contient l'idée que rien n'est jamais figé, ni le bagage culturel d'une communauté, ni sa conception de l'économie. Pour s'en faire une idée schématique, on dira que cette dernière logique serait plutôt « circulaire ». (Il faut cependant constater que les segmentations entre politiques de la culture et politiques économiques continuent d'être entretenues. Les règles de la gestion administrative n'y sont d'ailleurs pas pour rien).

En tentant de décrire quelques-unes des interrelations entre économie et culture, nous espérons pouvoir montrer qu'en y prêtant davantage attention, l'on pourrait repérer des initiatives culturelles comportant, au moins en germe, la faculté de participer à une logique du changement. Lorsque l'idée de ce changement s'impose devant une fragilité économique, il serait ainsi possible de s'engager dans une double démarche : s'interroger sur les impacts

sociaux et culturels de l'économie locale et, par ailleurs, prendre l'habitude de détecter la valeur des initiatives culturelles à l'égard du changement nécessaire. Bien entendu, tout cela aurait pour perspective la définition d'une politique cohérente et inscrite dans le temps, où chaque initiative serait soutenue de manière appropriée.

Le choix d'un cas concret

Si de nombreuses expériences pouvaient être prises en référence, il nous a paru intéressant de centrer notre exposé sur le cas particulier d'une « petite station de montagne ». Celle-ci symbolise à la fois un milieu de fortes tensions économiques, un territoire sujet à de faibles marges de manœuvre financières, et enfin à une communauté limitée où les relations humaines sont intimes, sources de solidarités mais aussi de discordes.

Par ailleurs, il semblait nécessaire de mettre en parallèle cette situation avec d'autres expériences pour montrer combien les contextes¹ locaux agissent différemment sur les interrelations entre culture et économie. À cette fin, nous avons choisi de comparer les manières selon lesquelles des collectivités de taille similaire profitaient d'un festival pour opérer la jonction entre économie et culture. Rappelons simplement qu'un festival peut être conçu comme une fête associée à une production artistique, comme une chance donnée à une communauté

¹ Nous envisageons le « contexte » comme un ensemble de phénomènes tenant à l'histoire du territoire, à son système productif, à ses ressources, au projet politique, aux jugements des habitants et à l'implication des acteurs économiques dans une logique plus ou moins définie et concertée.

d'entrer en contact avec l'extérieur et comme l'occasion de déployer tout une palette d'activités artistiques et éducatives.

C'est ainsi que notre choix s'est porté sur le cas du festival *Latino Roc* se tenant depuis 2005 dans la petite ville de Cauterets, au cœur de la chaîne pyrénéenne. Cherchant à associer musique et escalade, la manifestation marque ici une évolution, des traditionnelles « animations » estivales à une manifestation culturelle. Cauterets compte 1350 habitants, mais jusqu'à 20 000 en pleine saison. Jadis hameau de bergers, le village est devenu dès le XVIII^e siècle l'une des stations thermales les plus prisées. Avec l'avènement du tourisme au cours du XX^e siècle, la station a su mettre en valeur les qualités de ses eaux thermales, ses sites naturels incomparables et, plus tard, son excellent enneigement. Bien d'autres anciens villages de bergers ont emprunté à peu près le même schéma de développement, aux mêmes époques et dans une logique de concurrence entre vallées pyrénéennes. Cette concurrence ancestrale se poursuit, même si les comportements évoluent lentement.

Les rapprochements naissant dans le cadre des pays n'y sont d'ailleurs pas étrangers, bien qu'encore extrêmement timides. Quoi qu'il en soit, il faut souligner que si le pastoralisme n'a pas entièrement disparu, l'économie des sociétés montagnardes peut difficilement s'envisager autrement qu'à travers le tourisme : enclavement, industrie inexistante, agriculture improbable. À ce propos, soulignons que le pastoralisme a été durant des siècles le berceau d'une véritable culture montagnarde, culture que l'on pouvait encore discerner dans les années 1970. Pour ce qui est du secteur tertiaire, il correspond à un secteur assez dynamique, mais en très grande partie dépendant de

l'économie touristique. Voici le décor en partie esquissé. Mais cette description très schématique resterait incomplète si nous n'abordions la situation dans laquelle se trouvent les habitants, notamment les jeunes, face à l'œuvre d'un système mono-économique.

L'œuvre indolente d'un système mono-économique

Avec « l'invention » du tourisme montagnard¹ dans les années 1930, la « mise en marché » de la montagne se fit par paliers progressifs, dont certains resteront remarquables. L'on se souviendra qu'ici comme ailleurs, les congés payés et l'accès aux moyens de transport modifièrent profondément la fréquentation estivale. Celle-ci était au XIX^e siècle le fait d'une poignée de privilégiés venus « prendre les eaux » ou de pyrénéistes précurseurs jouissant déjà d'un terrain d'aventure quasiment vierge. Puis, passant d'une clientèle exclusivement aristocratique à une clientèle « populaire », c'est tout une industrie qui s'est progressivement développée pour la villégiature (promenades, animation, détente) et pour un thermalisme correctement remboursé par la sécurité sociale jusqu'aux années 1980. Il faut ajouter que des opérateurs externes se sont très tôt inscrits dans le processus. Les investisseurs immobiliers, notamment, exerceront toujours par la suite une pression plus ou moins soupçonnée sur le développement des stations.

¹ Cette invention a notamment été marquée par la structuration des bureaux de guides, la construction ou l'aménagement des refuges de montagne, la création de centre d'hébergement pour les jeunes, etc.

Dans ce schéma, il faut considérer que l'installation de la première remontée mécanique marque un tournant décisif dans la création des « produits montagne ». Il fallait du reste à l'époque un certain courage pour faire admettre l'intérêt du premier téléphérique, nécessitant un investissement hors du commun. Depuis, les remontées mécaniques sont restées des instruments prépondérants dans la logique d'accueil touristique. Perçue comme le levier principal de l'économie locale, cette logique motive cependant de nos jours un certain nombre d'interrogations devant la modification du climat¹ et du pouvoir d'achat. Sur ce point, les stations pyrénéennes semblent avoir pris du retard sur leurs sœurs alpines diversifiant, pour leur part, leurs activités hivernales. La station de Cauterets continue de profiter du tourisme de randonnée et de « remise en forme »² durant la période estivale. Mais les sports d'hiver sont loin de ne représenter qu'un complément d'activité.

On citera en exemple le cas des moniteurs de ski qui, pour la plupart, ont pu rester fixés dans la vallée grâce à ce « second métier ». C'est ainsi que l'économie en question est très dépendante des ressources engendrées par la station de ski. Mais avant d'apercevoir les fonctions d'une production culturelle dans ce type d'économie, il faut comprendre à quel dilemme sont confrontés les responsables locaux. C'est aussi l'occasion de se demander ce que peut produire, sur une communauté humaine, l'aubaine touristique et les « richesses » qu'elle engendre, pour certains en tout cas.

¹ Les années sans neige sont de plus en plus fréquentes, fragilisant considérablement la trésorerie des stations.

² Il a fallu compenser tant bien que mal la chute du thermalisme par des activités plus ludiques, sinon moins médicalisées.

La pratique des loisirs, et du ski¹ en particulier, n'échappe pas aux contingences contemporaines (nouveau, rapidité, confort, sécurité absolue...). Et c'est ici que tout se joue dans un système inexorablement concurrentiel. Cette concurrence parfois féroce s'exerce entre vallées voisines, mais aussi entre la France et l'Espagne, et en général entre les massifs européens. Par conséquent, l'investissement devient une règle et conduit à moderniser une entreprise qui, en elle-même, ne sera jamais rentable².

Il faut renouveler les remontées mécaniques, remodeler les pistes, regazonner les pentes pour maintenir le manteau neigeux. Il faut également agrandir le domaine skiable, former les personnels, obtenir les certifications européennes. De surcroît, il faut sans cesse communiquer. Il faudrait aussi pouvoir commander la neige (on y arrive avec les canons à neige) et décommander la tempête au cours des vacances de février.

Dans ce contexte, être maire d'une station de montagne relève souvent d'une gageure. Comme d'autres stations,

¹ Selon l'INSEE, 7% seulement des Français partent en vacances au ski (estimation de février 2007). Ils restent bien sûr issus d'une classe plutôt aisée se tournant vers les destinations lointaines (DOM-TOM) dès que la neige n'est pas au rendez-vous. Il faut aussi souligner que les Alpes bénéficient d'un taux élevé de clientèles européennes, au contraire des Pyrénées, fréquentées cependant par les Espagnols depuis la revalorisation de leur pouvoir d'achat.

² La plupart des stations de sports d'hiver sont soumises à des charges supérieures aux recettes et à des aléas climatiques ne permettant jamais d'établir un prévisionnel fiable. Pourtant, les collectivités locales endossent un endettement souvent très important pour maintenir un système économique dont dépend directement ou indirectement une grande partie des habitants.

cela fait près de quarante ans que le village de Cauterets est lourdement endetté¹. Cela étant, il semble que s'offre toujours une nouvelle opportunité de financement. Les partenaires institutionnels cautionnent et participent à la logique d'investissement. En 2004, l'annonce d'une nouvelle télécabine reliant le village à la station avait fait frémir les Cauterésiens déjà soumis à une forte pression fiscale. Mais l'augmentation sensible de la fréquentation durant les deux hivers suivants a vite rassuré et conforté la stratégie. (Est-ce une fuite en avant ?) L'investissement ne cesse donc de s'auto-justifier, de trouver sa légitimité dans le maintien de l'économie indirecte (le commerce et les services).

Quoi qu'il en soit, serait-il possible de faire autrement ? L'inertie ou pis, la marche arrière, mènerait, dans les conditions actuelles, à une faillite collective. Il semble n'y avoir aucune autre solution, ni pour les investisseurs privés qui ont misé sur l'immobilier, ni pour les habitants dont la très grande majorité tire ses ressources des retombées indirectes des équipements. Une donnée non négligeable sur laquelle il faudra revenir est que, quel que soit le niveau de formation des actifs, on est rarement ici au chômage plus de deux mois. Cet avantage inestimable devrait pourtant avoir son revers si l'on considère que, dès lors, il n'est pas forcément nécessaire d'orienter sa vie professionnelle vers d'autres horizons et de se former pour cela.

C'est ainsi que l'on pourrait s'interroger sur les

¹ Il faut ajouter qu'au coût des remontées mécaniques s'ajoutent les dépenses de fonctionnement des équipements annexes indispensables pour satisfaire le public : piscine, patinoire... (Ces équipements relèvent cependant d'un service à la population.)

conséquences sociales et culturelles d'une économie reposant sur une ressource unique, alors même que cette économie présente certains signes de fragilité. Bien entendu, cette question est assez inattendue d'autant qu'elle est rarement abordée dans les territoires où qualité de vie rime avec emploi, voire plein emploi.

La fragilité économique

Pour émettre quelques hypothèses sur cette fragilité, nous userons du terme d'« aliénation économique », terme peut-être un peu fort, mais qui nous permet de réfléchir à ses possibles effets culturels. Il ne s'agit pas en l'occurrence de nous interroger sur une « aliénation culturelle » comme on a pu en constater les effets lors des dominations coloniales. Il s'agirait plutôt de cerner comment l'idée d'une ressource économique inépuisable peut faire oublier l'extrême importance de la diversité des idées, des formations, des cheminements personnels, et peut-être comment elle peut épuiser une culture locale jusqu'à la vider de sa substance. L'aliénation économique n'est guère compliquée à percevoir et n'est en rien exclusive des effets non désirés du tourisme. Tout territoire qui, à un moment ou un autre de son histoire, s'est vu tout entier mis à profit d'une activité dominante, s'y est vu du même coup soumis.

L'industrie minière, l'industrie textile ou encore l'industrie automobile, l'agriculture intensive parfois, et bien d'autres encore, ont chacune profondément marqué les territoires où elles se sont enracinées. Ces industries

ont puisé leur sève dans la ressource humaine¹ de territoires entiers. L'aliénation économique est dans certains cas un processus indolore conduisant très progressivement d'un système de production et d'échanges diversifiés à une activité dominante. Ses conséquences ne sont souvent perceptibles et avouables qu'au moment où, pour des raisons conjoncturelles, le marché s'effondre. Des bassins de production se sont ainsi retrouvés sans alternative, souvent exsangues socialement, et parfois même stériles pour plusieurs décennies. Il faut tout de même avoir conscience qu'une mono-économie creuse son lit dans un terreau qui, avant elle, était fertile, écosystème fondé sur la complémentarité des savoir-faire et des hommes, ceux-là même qui bientôt seront utilisés comme simple « force de travail ».

On pourra à ce propos se référer aux situations de plusieurs anciens bassins de production du nord de la France (Avesnois, Cambrésis...) et même de Midi-Pyrénées avec ses bassins miniers et industriels (Carmaux, Decazeville, Lavelanet...). Parmi les conséquences désastreuses qu'offre un système mono-économique en déroute, il en est une qui concerne tant le collectif que l'individuel, c'est la perte progressive des savoir-faire. Or, c'est sans doute par la diversité des savoir-faire, et donc des perspectives professionnelles, que les sociétés et les individus acquièrent les moyens de leur indépendance².

¹ Ressource humaine également alimentée par l'apport de travailleurs étrangers qui, par la suite, ont pu se sentir abandonnés par ceux qui les avaient appelés et par la nation.

² Ce phénomène se constate surtout dans le cas d'anciens bassins industriels où des générations entières se retrouvent en marge de l'emploi et des idées d'avenir. Le terme de « résilience » désigne une

Bien entendu, ce processus est parfaitement insidieux et coïncide toujours avec des intérêts défendables et parfois forts louables. Pourtant, l'on devine que l'aliénation économique peut conduire à l'appauvrissement de capacités individuelles comme la créativité, la faculté de se former et d'entreprendre autrement, comme le désir de se projeter en dehors d'une perspective tracée d'avance. La soumission d'une communauté à une économie unique pourrait donc conduire les plus jeunes à une dépendance forte. Même si on a la possibilité matérielle « de bouger », d'aller voir ailleurs, de s'expatrier à l'université ou ailleurs, c'est l'envie qui peut manquer, celle de « sortir de soi » et surtout de l'entre soi. Ce phénomène est toujours accentué dans les territoires enclavés.

Production de valeurs et système mono-économique

Voici un paradoxe difficile à admettre : le travail ne manque pas et pourtant un risque existerait ! La situation se présente en effet de sorte que l'on a beaucoup de mal à percevoir le passage entre aliénation économique et appauvrissement des échanges et des schémas culturels. Or, le phénomène inverse est tout à fait envisageable, en ce que l'accroissement du bagage éducatif et culturel conditionne fortement l'ouverture d'une communauté à d'autres schémas économiques. On peut constater ce phénomène dans les campagnes qui se sont vidées de leur

rupture avec un déterminisme imposé par une situation socioéconomique sans issue, et qui pourtant aura profondément affecté un système de pensée et de valeurs.

population dans les années 1960, mais qui connaissent aujourd'hui un essor démographique. Plusieurs situations ont montré que les « néo-ruraux » apportent un « nouveau souffle », suggèrent parfois de nouvelles perspectives de développement¹, et surtout suscitent des liens sociaux ravivés.

Autrement dit, il existerait un cercle vicieux selon lequel toute faculté et tout désir d'innovation pourraient être ruinés par l'image offerte aux jeunes générations d'une voie toute tracée. À l'inverse, la diversité des perspectives professionnelles alimenterait un cercle vertueux stimulant la curiosité et le désir de cultiver des voies nouvelles de développement. On peut constater le premier phénomène dans des endroits très différents de la France, qu'ils soient sujets à une économie en berne ou à une économie apparemment en bonne santé. Il y a lieu de penser que deux éléments majeurs entrent inexorablement en jeu : la transmission familiale et la logique politique. Nous sommes ici dans notre sujet si l'on accepte l'une des définitions de la culture en tant que transmission et évolution des valeurs au sein de la sphère familiale et sociale.

On sait combien la famille est le premier espace où se déploie la culture, pour être ensuite confirmée, modulée ou contestée au contact du monde. C'est très schématiquement ainsi que se forge notre éducation en même temps que notre faculté d'émancipation. Pour leur part, les logiques politiques vont inspirer des modèles économiques dont les résultats doivent s'apprécier sur le

¹ On pourrait faire l'hypothèse qu'en deçà d'un certain seuil de population et donc de diversité, il n'y a plus suffisamment de courants de pensée différents et capables de se confronter, fait pouvant amoindrir une capacité à penser l'avenir.

court terme. Avant de revenir vers la situation concrète du festival de Cauterets, arrêtons-nous un instant sur ces liens entre un régime mono-économique, l'héritage familial et les logiques politiques. Ces liens nous serviront plus loin à constater comment, dans de telles situations, une activité culturelle peut répandre les germes qui permettront de convertir un « cercle vicieux » en un « cercle vertueux ».

Il faut reconnaître qu'en période plutôt faste, un jeune adulte a toutes les chances d'adhérer au modèle professionnel¹ légué par sa famille : si mon grand-père a participé à la fondation d'une station de ski, si mon père et mon oncle y ont gagné leur vie, si mes voisins et mes amis y travaillent aussi, pourquoi ne pas faire de même ? Si j'ai foi en la nécessité des loisirs, si mon entourage me lègue l'outillage approprié, si de surcroît ma mère s'épanouit dans son commerce, alors c'est sûr, je n'aurais qu'une seule idée : travailler à la station ou être commerçant au pays. L'avenir est ainsi à portée de main, dans un cadre idyllique au demeurant. La poursuite de ce bonheur ne nécessite pas de s'expatrier pour entreprendre une formation dans un domaine nouveau. Et si cette idée venait perturber l'ordre établi, je serais taxé d'avoir nié mon « pays », mon héritage et ma « culture ».

En période moins faste, le choix² devient plus complexe : la conjoncture m'ôterait le droit de jouir d'un héritage dont je suis le dépositaire légitime ? Pourrais-je laisser de côté

¹ Cette supposition est à nuancer selon le lieu de résidence (urbain ou rural), la configuration familiale, l'esprit de tradition dans lequel on est élevé, etc.

² Ou l'acceptation de ce déterminisme.

les valeurs qui m'ont pétri ? Et puis, que sais-je faire d'autre ? Alors pourquoi ne pas persister ? Pourquoi ne pas investir, faire mieux, être plus compétitif ? Pourquoi ne pas le faire, puisque j'obtiendrai les aides nécessaires ? Voici qu'entre en jeu la sphère politique et les contraintes auxquelles elle est elle-même soumise.

La caution institutionnelle

La force publique intervient notamment dans une situation extrême justifiant de fabriquer artificiellement de la neige et de s'endetter pour cela. S'il n'est pas question pour nous de contester ce choix – quoique cette option ne soit guère en accord avec les principes du développement durable –, il s'agit d'apercevoir comment un processus culturel peut agir sur des systèmes de raisonnement et de valeurs, et donner aux économies une perspective à plus long terme. Au passage, l'économie est à l'évidence moins une fin qu'un moyen, et ce moyen s'organise collectivement. Il faut aussi préciser une hypothèse : les perspectives économiques à plus long terme (dites « durables »), relèvent avant tout de la capacité individuelle d'en comprendre les enjeux et d'entreprendre autrement. Or, le fait d'entreprendre suppose bien souvent une part de créativité.

Pour se placer du point de vue du politique, une manière est d'imaginer la scène suivante : la saison d'hiver se termine, laissant un répit de quelques semaines avant la saison estivale. Comme à chaque fois depuis un siècle, les commerçants s'occupent de leur étalage réversible été/hiver, un hôtel fait peau neuve. Les routes sont regoudronnées, les terrasses des bistrotts ravivées. Les

actifs font jouer leur réseau de relations pour se placer sur le marché de l'emploi saisonnier. Inexorablement, le même rituel se reproduit d'une vallée à l'autre. Pendant ce temps, on fait en coulisse le bilan de la saison d'hiver. Or, les chiffres ne portent pas en eux-mêmes la clef permettant de sortir du cycle de l'endettement. D'ailleurs, des stations vont vraisemblablement fermer, trop en retard pour certaines et n'intéressant plus les investisseurs privés. Pour les autres, il faudra une fois de plus avoir recours au jeu des subventions publiques.

Les départements et les régions situés sur la chaîne pyrénéenne répondent présents dans le cadre de leur compétence économique. La communauté européenne a elle-même investi. Qui pourrait laisser tomber cette économie que des générations entières se sont employées à bâtir ? C'est ainsi que l'on peut constater qu'il existe une légitimité incontestable de l'investissement public et que la doctrine selon laquelle il faut soutenir le moteur dominant de l'économie n'est jamais remise en cause.

Si l'on met ainsi en parallèle les effets de la transmission familiale et de la logique politique, on peut en déduire que, pour la station de montagne, les occasions d'infléchir le processus sont quasiment nulles. Il est ainsi très difficile pour les décideurs locaux de percevoir les enjeux à long terme d'une modification des comportements individuels et collectifs et d'imaginer des voies complémentaires de développement. Pour le dire autrement, que fera-t-on si le réchauffement climatique se confirme, si la neige vient définitivement à manquer, alors même que la diversité des activités, facteur de bonne santé économique, n'a que bien rarement fait partie des préoccupations ?

La mise en culture du changement

C'est donc dans ces circonstances que l'on peut s'interroger sur la fonction d'un processus d'action culturelle dans un schéma économique. Dans certains cas, on octroie à une manifestation culturelle la faculté de contribuer à l'économie d'un territoire. Moins souvent, on lui reconnaît le pouvoir d'infléchir le schéma productif dans lequel elle s'inscrit ou la faculté de s'insérer dans une logique du changement¹. Bien entendu, comme certaines expériences le démontrent, les deux fonctions ne sont pas incompatibles. Cependant, une question de priorité peut se poser entre la recherche d'un impact économique direct et la mise en œuvre d'un processus de changement – certes beaucoup plus long à constater.

C'est justement cette question que l'on peut aborder au travers du festival de Cauterets. À l'évidence, ce festival de trois jours n'apportera pas à lui seul la solution pouvant garantir la sérénité économique et sociale de la station, même s'il est déjà peut-être le premier symbole du

¹ Lorsqu'ils réfléchissent au développement culturel, les partenaires institutionnels, comme les régions, sont confrontés à une difficulté récurrente concernant l'ajustement de leur intervention au contexte socioculturel. Dans l'exemple choisi, on voit combien cet ajustement serait nécessaire dans le cadre d'une stratégie économique. Cela pourrait d'ailleurs conduire à s'interroger sur le maintien des cloisonnements entre définition des enjeux culturels et définition des enjeux économiques des territoires. Dans le cadre des pays, par exemple, les diagnostics culturels de territoires font-ils une place suffisamment importante à la description des données socioculturelles, au-delà du référencement des activités culturelles, souvent hiérarchisées selon les critères du ministère de la culture ?

changement. Cependant, et malgré sa modestie actuelle, il posséderait en germes deux fonctions différentes par rapport auxquelles les décideurs locaux devraient pouvoir se situer. D'une part, le festival contient potentiellement tous les ingrédients pour revaloriser l'idée d'un séjour à la montagne. À ce titre, il serait l'un des facteurs capables de consolider la fréquentation en attirant de nouveaux touristes, voire des publics qui se sont détournés de la station. D'autre part, le festival pourrait être donné comme un lieu d'expérimentation sociale et comme une nouvelle opportunité culturelle pour les habitants.

Ce sont ces deux hypothèses que nous proposons maintenant de développer (en nous référant à d'autres expériences). Bien entendu, il n'est pas nécessaire d'opposer ces deux conceptions, alors qu'elles peuvent très bien s'allier. Pour autant, des choix devraient s'opérer, car l'on ne met pas un festival sur les rails de la même manière selon qu'il est appelé à jouer un rôle au sein du tissu social ou un rôle plus directement économique.

D'ailleurs, il est souvent opportun de se concentrer préalablement sur sa fonction sociale, pour installer ensuite les conditions de ses retombées économiques directes.

En même temps, il convient de souligner que ce mécanisme ne vaut pas pour toutes les situations. En effet, pour des territoires non encore exposés au tourisme, c'est au contraire la valorisation économique d'une action culturelle qui contribuera à un changement social. L'intérêt porté par autrui à un territoire et à ses habitants à travers un festival économiquement porteur peut avoir pour effet de valoriser l'initiative individuelle et collective.

Les importants potentiels d'un modeste festival

Selon notre hypothèse, les potentiels du festival pris en exemple pourraient se voir valorisés, soit dans une logique purement économique, soit dans une logique du changement et de l'initiative. Pour les vacanciers plus familiers des « animations »¹ que des démonstrations artistiques en altitude, l'événement s'avère être de « bonne tenue » sur le plan artistique et sur le plan des réjouissances. Si, pour le spectateur un peu averti, beaucoup reste à faire – ce qui est normal pour les premières éditions – tout y est sur le fond : une programmation cohérente, une intégration au cœur du village, la participation active d'une partie des habitants, une organisation purement locale évitant le sentiment de « placage »² et, enfin, l'occasion saisie de proposer aux enfants des ateliers de découverte artistique – même si l'on manque pour cela de médiateurs culturels. Il faut aussi souligner que le choix d'une dominante latine n'est pas consensuel, comme on pourrait le penser au premier abord. Comme c'est souvent le cas, l'organisateur du festival avoue un penchant artistique, en l'occurrence pour la musique afro-cubaine. Par ailleurs, il a trouvé là des

¹ De « *animations pour curistes* », expression souvent entendue, mais dont nous réfutons le caractère systématiquement péjoratif et qui s'opposerait à une catégorie « supérieure » de manifestations. Durant des siècles, des artistes ont arpenté les chemins pour donner vie à des villages, colporter l'information, réchauffer les rigueurs de l'hiver et, en quelque sorte, animer les esprits. Mais tout dépend de la manière avec laquelle une animation est livrée dans son contexte.

² Certains festivals sont organisés ou programmés par des sociétés de production externes.

arguments capables de rassurer les élus : c'est une musique festive, accessible à tous et qui ne suscite pas plus qu'il n'en faut « *les débordements de fin de soirée* ». Le président fondateur avoue détenir un carnet d'adresses bien rempli et « *descendre souvent à Barcelone visiter ses amis créateurs* ». Avec cette ouverture sur l'Espagne, c'est toute une frontière symbolique qui tombe.

Cet événement, pour perfectible qu'il reste, n'en comporte pas moins les ferments d'une profonde modification de la donne. Bien entendu, il ne faut pas attendre de cette modification qu'elle soit spectaculaire et immédiate. Toutefois, cette fonction sociale en germe semble être occultée par un potentiel plus directement économique. Quelques indices montrent qu'il existerait une divergence implicite de point de vue entre le porteur du projet et les décideurs politiques. Quoi qu'il en soit, nous profitons de cette hypothèse pour exposer tout d'abord quelle serait la valeur ajoutée du festival dans le système économique local.

La perspective des retombées économiques

Pour commencer de manière très pragmatique, le premier objectif associant étroitement la commune et l'organisateur est l'allongement de la saison estivale qui, malheureusement, ne débute plus qu'aux alentours du 20 juillet ! Selon les premières estimations, on constaterait une fréquentation un peu supérieure comparée à un week-end habituel de 14 juillet. Si le résultat n'est pas encore significatif, il faut imaginer que le festival pourrait attirer un public d'amateurs venant grossir le flux des vacanciers. Néanmoins, cette perspective nécessite des conditions à

respecter. Cela nous conduira plus loin à nous déplacer un peu vers le nord pour comprendre comment d'autres festivals fidélisent les amateurs de musique.

Pour rester dans le cadre de l'économie du tourisme, un second objectif pourrait être la capacité du festival à modifier l'image de la station. Depuis les trois années d'existence de la manifestation, la grande majorité de son public correspond à des vacanciers qui seraient venus sans même le festival. Il n'empêche que la nouvelle satisfaction qu'il engendre sera à coup sûr véhiculée de bouche à oreille. Cette qualité est loin d'être insignifiante au regard des ambitions de la station, qui est de constituer une clientèle nouvelle parmi les jeunes générations.

Si la formulation de cet objectif est de notre fait, elle coïncide avec les démarches entreprises ces dernières années pour fidéliser un public jeune, surtout en hiver (les gestionnaires ont investi dans de véritables dispositifs dédiés au snow-board, pratique « jeune » par excellence). Toutefois, comme d'autres stations pyrénéennes, toutes les conditions ne sont pas réunies pour que les jeunes s'y reconnaissent au-delà des effets d'annonce. Par exemple, il faut remarquer qu'il n'y a plus, à Cauterets, de discothèque, alors que cinq existaient dans les années 1960-1980. Pour l'observateur, il existe encore bien d'autres indices montrant une certaine désaffection des jeunes autonomes de la tranche 18-25 ans¹. Bien entendu, ce n'est pas un festival qui peut à lui seul pallier une offre globale peu adaptée. Cependant, il ne faut pas négliger son pouvoir de conviction ou d'exemplarité auprès des acteurs privés

¹ Jeunes gens partant en vacances en groupe, occupant le parc locatif et consommant les produits dérivés.

locaux auxquels il appartient d'innover.

Un troisième objectif pourrait être fixé : l'apparition d'une coopération, voire d'une stratégie de rayonnement territorial à travers la mise en relation des festivals. Cette possibilité est assez réaliste pour au moins deux raisons : d'une part, il existe dans la vallée voisine un festival de jazz¹ désormais reconnu et se tenant juste avant *Latino Roc* (qui a lieu mi-juillet). D'autre part, une volonté politique s'affirme en ces termes : « *Il nous faut être compétitif dans le contexte actuel.* » Or, même si ce propos ne se rapporte pas directement à l'idée d'un projet artistique et culturel communautaire, il montre combien la prise de conscience politique pourrait conduire à un projet de développement concerté et inventif. Il va de soi, dans ce cas, que la notion de « *compétitivité* » reste à être précisée : l'entend-t-on comme l'entretien d'une compétition ancestrale entre villes d'eau voisines ou comme le produit d'une alliance visant à conquérir ensemble de nouveaux marchés ?

Il faut dire que la question n'est pas obsolète, tant la dynamique intercommunale semble pour l'instant limitée à quelques compétences obligatoires. Néanmoins, alors que la qualité du festival de Luz-Saint-Sauveur apparaît comme un épiphénomène dans la partie centrale des Pyrénées, l'on supposerait volontiers que le voisinage des deux festivals puisse participer, grâce à une « *taille critique* » suffisante, à la réputation culturelle du territoire. On peut de plus présumer que la diversité des activités culturelles et que la complémentarité bien orchestrée entre les esthétiques

¹ *Jazz à Luz*, dans la vallée de Luz-Saint-Sauveur, est devenu l'un des principaux festivals de jazz de Midi-Pyrénées autour duquel s'est développée une dynamique remarquable avec notamment la création d'une radio diffusant toute l'année.

musicales jouerait en faveur d'un rayonnement plus large des Hautes-Pyrénées.

C'est ainsi que l'apparition presque anodine d'un festival pourrait correspondre à l'occasion de traduire en actes le principe de l'alliance. Mais pour être efficace, cette alliance avec les rivaux de jadis ne pourrait se cantonner à une perspective de tourisme culturel. Il n'y a pas en effet suffisamment de composantes culturelles à valoriser en comparaison des importants atouts naturels. C'est ici que l'on pourrait songer à des effets moins directs de la production artistique sur l'économie : montrant une voie de développement concerté à l'échelle du pays¹, l'association des festivals serait en mesure de préfigurer la mise au point de nouveaux produits touristiques, mieux adaptés aux goûts diversifiés des publics.

La recherche possible de fondements culturels

Développer une culture de l'accueil touristique relève de l'action collective et pas seulement des missions de la collectivité locale. Autrement dit, il appartient à chaque acteur privé, à chaque habitant peut-être, de mettre en place une logique d'accueil adaptée, pourquoi pas originale, mais aussi sincère. Bien entendu, le rôle des pouvoirs publics restera d'apporter la cohérence nécessaire. Une certaine prudence semble donc s'imposer pour ne pas voir un festival, ou tout autre initiative culturelle, devenir l'instrument d'une politique touristique. Le risque serait d'exploiter superficiellement l'action

¹ Cauterets et Luz-Saint-Sauveur font partie du pays de la Vallée des Gaves, incluant aussi Lourdes.

culturelle dans une offre touristique, alors même qu'elle pourrait agir bien plus en profondeur. C'est pour cette raison qu'une hypothèse serait de développer avant tout les fonctions sociales et culturelles du festival, avant même d'imaginer l'allongement de la saison touristique, la modification de l'image de la station ou encore son rôle possible dans un projet intercommunal.

Pour autant, les fonctions culturelles du festival conservent une relation avec la mise au point de nouveaux produits à travers les capacités imaginatives de la communauté locale. Aussi peut-on profiter de cette relation potentielle pour aborder le sujet des effets possibles du festival sur une dynamique d'innovation.

Une dynamique d'innovation nécessite, bien entendu, des aptitudes professionnelles et une inclination créative. Elle engage surtout une multitude d'interrelations entre opérateurs, entre habitants et, par ailleurs, entre habitants et acteurs externes. Deux hypothèses peuvent être envisagées pour décrire les fonctions d'un festival participant à une dynamique d'innovation : la première sera liée à la valeur symbolique de l'événement ; la seconde, plus opérationnelle, sera liée à la faculté de projeter et d'entreprendre en commun.

La valeur symbolique de l'événement et ses résurgences

Mettre sur pied des propositions qui satisfassent les goûts touristiques et qui génèrent en contrepartie une économie suppose souvent de s'écarter de formats classiques et d'entretenir la coopération. Si l'on admet par

exemple qu'une personne en villégiature n'est pas forcément qu'un consommateur, mais un être désireux de rencontrer un pays et ses habitants, on pourra entrevoir les intérêts d'un espace touristique conçu comme espace de dialogue et d'échanges. Ces échanges empruntent de multiples formes nécessitant des engagements individuels, tant dans le fait d'héberger des personnes, de les nourrir, de partager avec elles des passions ou de leur offrir des activités enrichissantes. Or, pour se démarquer de la banalisation des offres touristiques, il revient à chacun de faire preuve d'inventivité – une fois le goût de recevoir acquis, cela va de soi.

Dans ce système, la considération que les décideurs locaux manifesteront à l'égard de l'initiative sera décisive. L'imagination des jeunes gens, qui plus tard deviendront les futurs acteurs économiques, pourrait être perçue comme une richesse. Dans l'installation de ce climat d'écoute et de confiance, la présence d'artistes peut tenir son rôle. Symboliquement, le travail acharné et applaudi de l'artiste montre qu'il existe dans une société des espaces de recherche et d'expression où l'on peut sans craintes proposer un regard, un discours et un projet dérogeant aux normes, mais non moins pertinents pour cela. Bien entendu, l'exemplarité de l'artiste sera sans grande utilité si la communauté et les élus ne tournent pas leur attention et leurs encouragements vers les porteurs d'idées.

Dénuées d'utilitarisme immédiat, les propositions de l'artiste réjouissent les sens, mais projettent surtout les individus aux devants de leurs réflexes (jusqu'à les dérouter). Lorsqu'il travaille aux côtés des habitants, l'artiste peut donner à voir le cheminement le conduisant à une création. C'est ce mécanisme qui donne tout son

intérêt aux résidences d'artistes et dont les mérites sont désormais reconnus. Cependant, tous les festivals ne donnent pas forcément l'occasion de partager l'horizon suivi par l'artiste lors du processus de création. À Cauterets, cette intention existe, donnant au festival la possibilité de placer les « touristes » dans un autre rôle que celui de simples consommateurs.

Il pourra également s'imposer comme un foyer de « contagion » positive au profit des habitants. Comme on le dit parfois, un programme culturel a les capacités de diffuser une énergie créative en faisant naître des idées. Un cafetier pourra, par exemple, se rendre compte de l'intérêt de programmer régulièrement des spectacles dans son établissement – dans ce cas, le festival doit être aussi un outil de formation.

Un hôtelier pourra avoir l'idée de proposer des séjours à thèmes en relation avec la thématique du festival. L'office de tourisme lui-même pourra laisser libre cours à l'imagination de ses agents pour envisager l'évolution des animations saisonnières. Cependant, une telle faculté de contagion n'émerge que rarement d'elle-même. Pour se déployer, encore faut-il que certaines conditions soient réunies. L'une de ces conditions est l'impulsion politique ou, tout au moins, l'exemple donné par la collectivité – avant de parler d'encadrement politique.

C'est ainsi que l'on a vu des cas où la collectivité s'emparait d'une initiative culturelle pour s'engager différemment dans certaines de ses missions. Pour revenir à notre exemple, il est intéressant de noter que Cauterets dispose d'espaces publics très peu valorisés comparés à d'autres stations. Ces espaces représentent pourtant des lieux de vie sociale et des facteurs de satisfaction des

touristes. À cet égard, le festival aura montré l'intérêt de son implantation au centre du village, mais aussi l'inadaptation des lieux aux manifestations publiques – alors qu'ils furent jadis un élément fort de la notoriété de la ville thermale. C'est ainsi que l'événement serait susceptible de faire prendre conscience des potentiels de la station et de faire naître des idées quant à leur valorisation.

Ainsi, il serait concevable qu'une manifestation culturelle influe sur des décisions publiques tout à fait concrètes. Il serait également concevable que la politique emprunte au monde des arts ses processus créatifs. Cette relation entre le processus créatif et l'acte politique semblera assez improbable. Pourtant, au moins un exemple pourrait montrer que cette occasion existe, comme à Pougne-Hérisson, dans les Deux-Sèvres. Ce village s'est autoproclamé « le nombril du Monde », avec une touche de dérision et sur une proposition de l'humoriste et conteur Yannick Jaulin.

Peuplé de 360 âmes, le village accueille depuis 1990 une biennale festive autour d'une légende inventée de toutes pièces. Autour du 15 août se réunissent « raconteurs », artistes de rue, chanteurs et habitants pour célébrer le Nombriil du Monde devant un public de plus en plus nombreux (près de 10 000 personnes). Cette affaire sentirait la faribole si les résultats n'étaient pas au rendez-vous. Car Pougne-Hérisson, « *au lieu d'être Nombriil du monde, a bien failli rester un petit nulle part. Ses jolies maisons médiévales se tenaient à distance de la route des touristes et sa population loin des bassins d'emploi. L'école fermait, la commune se mourait. Jusqu'à la révélation faite par Yannick Jaulin, en 1989, sur la véritable nature du site*

(le lieu de fabrication de toutes les légendes) »¹.

D'ailleurs, ces légendes ont donné lieu à l'édification d'un jardin de loisirs poétiques ouvert chaque année d'avril à octobre. Après avoir largement soutenu la création du festival et celle du Jardin des légendes du monde, le maire de la commune s'engage dans une démarche tout aussi surprenante. Il propose en effet d'associer systématiquement un conseil artistique aux réflexions du conseil municipal. Dans un premier temps, il s'agit de solliciter la sensibilité et la créativité d'artistes sur les questions d'aménagement de l'espace public. Mais au-delà de cet aspect matériel, c'est une pensée et un certain recul sur le monde qui sont convoqués. L'idée est très sérieuse, même si elle intervient dans le sillage d'une thématique culturelle *a priori* dénuée de réalisme (la légende). Ainsi, Pougne-Hérisson est connu dans le monde entier pour sa fantaisie, fantaisie d'ailleurs solidement soutenue par les collectivités territoriales. Mais la petite communauté ne s'arrête pas à la production d'une manifestation, à laquelle du reste tous les villageois participent.

Cette communauté entend aller plus loin encore en mobilisant les artistes pour s'interroger sur l'exercice de la démocratie et sur tous les grands sujets pouvant traverser les « petites décisions » du quotidien. Bien sûr, il faudra beaucoup de pugnacité au maire de la commune pour ancrer ce principe dans le temps. Cette incursion à plusieurs centaines de kilomètres au nord des Pyrénées désigne un cas encore parfaitement marginal. Néanmoins, on peut y percevoir un mécanisme allant tant vers une dynamisation économique que vers un progrès social. On y

¹ Extrait tiré d'un communiqué de presse du festival 2006.

voit combien la participation des habitants est un facteur essentiel, mais aussi quelles peuvent être les interactions entre l'artiste et le politique.

Si la valeur symbolique d'un festival peut conduire à une interrelation plus affirmée entre l'artiste et le politique et avoir pour conséquence l'ouverture sur de nouvelles manières d'appréhender l'économie, cette valeur symbolique peut également s'exercer sur le maintien de la population. D'ailleurs, l'organisateur du festival de Cauterets n'est pas sans s'inquiéter du départ « *de jeunes nés au pays et qui n'y reviennent plus, pas même en vacances* ». Le territoire pourrait ainsi se vider très progressivement de sa ressource humaine, de cette « *force attachée à sa terre* » et à laquelle se substituent des investisseurs dont l'unique but est le retour immédiat sur investissement. Le maintien des jeunes au pays ne serait donc pas ici le moindre des enjeux.

Face à cela, la question de l'emploi se pose peut-être moins que celle de la valorisation individuelle et, autrement dit, de l'identité. Les relations entre l'identité d'un pays et l'identité individuelle sont certes complexes. Toutefois, des événements culturels prouvent leurs facultés à rehausser l'estime d'une personne pour son territoire et, par voie de conséquence, l'estime d'elle-même. C'est notamment le cas à Marciac où l'on est fier d'être directement ou indirectement l'un des acteurs du festival *Jazz in Marciac* montré comme référence internationale. Or, le cas de Marciac est tout à fait éclairant du point de vue du maintien démographique dans un territoire soumis en son temps à la désertification rurale.

Pour sa part, le festival de Cauterets n'en est pas au même stade. Mais ses fondements artistiques comportent

des éléments sur lesquels la valorisation des jeunes pourrait prendre appui. Il est porteur d'une ouverture symbolique vers l'Espagne et, qui plus est, vers l'une des villes considérées au premier plan de la créativité en Europe. L'organisateur du festival trace ainsi des axes imaginaires entre Barcelone, l'Amérique latine et Cauterets, cette bourgade ne comptant plus guère de musiciens, de poètes ou de peintres. Ce triangle, jusque-là improbable, pourrait devenir un instrument de connexion avec le monde, montrant ainsi aux jeunes du pays que leur vallée n'est pas si excentrée que cela. En d'autres termes, l'orientation de l'événement, si innocente soit-elle aujourd'hui, aurait une portée symbolique susceptible d'intervenir dans un choix de vie.

Certes, un « petit festival » ne sera pas déterminant face aux contraintes et aux prétentions professionnelles. Néanmoins, peut-être pourra-t-il permettre de se poser la question de la qualité de la vie. On sait que celle-ci exerce un certain poids lorsqu'il s'agit d'opter pour une domiciliation. Or, si une production culturelle ne pourra pas à elle seule inverser le goût pour l'expatriation, elle pourra néanmoins laisser dans son sillage un ensemble de facteurs incitatifs.

Bien entendu, le maintien des populations ne s'adosse pas seulement à la possibilité d'être confronté aux arts, au sentiment d'appartenir à une communauté dynamique ou aux perspectives d'une nouvelle forme de démocratie. Il provient aussi de résultats tangibles sur le plan de relations sociales sereines et constructives. C'est cette dernière notion qui peut encourager à explorer d'autres potentiels du festival, mais aussi les difficultés à surmonter. S'agissant de ces difficultés, nous ferons plus loin une

autre digression vers le village d'Uzeste en Gironde, afin de nous décaler d'une situation où le tourisme domine.

La faculté de vivre et d'entreprendre en commun

Le cadre de vie est désormais accepté comme une réalité palpable au sein de laquelle les services à la population prennent une place de choix. Le niveau de ces services contribue à l'attractivité d'un territoire et au maintien de la population, conjointement au gisement d'emploi et à la qualité environnementale. Même si les données objectives manquent encore, on suppose aussi que le cadre de vie affecte la décision des chefs d'entreprises, à un niveau moindre cependant que d'autres facteurs comme les infrastructures, la fiscalité et la zone de chalandise. Parmi une multitude de services de nature très différente, il est à peu près acquis que les services culturels relèvent d'une nécessité.

À Cauterets, seulement deux modestes associations proposent des activités de danse et de théâtre. Par ailleurs, il n'y a pas d'école de musique, ni de lieux de diffusion de spectacles. La petite bibliothèque municipale, récemment créée, constitue cependant le socle d'une action publique pour la culture. Elle emploie deux bibliothécaires, mais, contrairement à d'autres, aucun bénévole n'y est actif.

Le nouveau maire de la commune regrette l'absence de politique culturelle en indiquant que les raisons de cette absence tiennent vraisemblablement à d'autres priorités ayant jusque-là mobilisé les élus. Le premier magistrat déclare pourtant avoir conscience des enjeux d'une activité culturelle mieux structurée et manifeste le souhait de s'y consacrer. Parmi les enjeux de cet engagement, celui de la

dynamique associative semble se confirmer.

Ces éléments de contexte renseignent sur l'état des politiques culturelles qui, du reste, sont à peu près les mêmes d'une vallée à l'autre. Ils nous éclairent également sur la propension des habitants à porter une action autre que commerciale. À l'égard de ces deux thèmes, nous proposons l'hypothèse selon laquelle le festival représente là encore une opportunité. Premièrement, le festival sera sans doute un déclencheur dans la motivation des élus – à condition qu'il prouve ses qualités attractives. D'ailleurs, le projet culturel du pays dans lequel se trouve Cauterets pourrait faire naître de nouvelles aspirations politiques et permettre une meilleure intégration de la culture au sein des stratégies de développement. Quoi qu'il en soit, l'événement donnerait l'occasion de développer l'offre d'activités culturelles. Les ateliers artistiques proposés durant la période festive en sont déjà la préfiguration. Cette offre serait ainsi de nature à faire émerger progressivement de nouveaux goûts pour une pratique culturelle.

Cependant toutes les conditions ne sont pas actuellement réunies : absence d'une véritable politique culturelle, méconnaissance de l'initiative par les bailleurs de fonds régionaux¹, faiblesse des moyens humains au sein de l'association du festival... Deuxièmement, le festival souffre d'un bénévolat peu actif, mais représente en même temps une formidable occasion de stimuler les engagements individuels. L'exemple de la station de montagne permet de faire le lien entre engagement bénévole et vie en communauté. L'activité bénévole est en effet tant un moyen indispensable qu'une manière

¹ Jusqu'en 2007 en tout cas.

d'améliorer les relations interpersonnelles.

À Caunterets, une association est née pour mettre en œuvre le festival. Son bureau ne compte que six personnes, mais une cinquantaine de bénévoles sont mobilisés durant la manifestation et ses préparatifs. Il est possible que certaines de ces personnes ne se soient jamais inscrites dans une telle entreprise. Celle-ci constitue ainsi une première occasion d'entreprendre collectivement et, pour les jeunes, de s'exercer à différents « métiers », en associant plaisir et rigueur. Malgré ces avantages, les habitants investis en dehors de la période du festival restent peu nombreux, expliquant pourquoi il reste difficile de développer des activités culturelles à l'année. Bien des stations de montagne connaissent cette situation. Elles ont pour particularité de bénéficier d'une saison été/hiver quasi continue, faisant que la grande majorité des actifs se consacre pleinement à son activité économique.

Pour leur part, les personnes atteignant l'âge de la retraite, et qui sont habituellement les plus disponibles, préfèrent très souvent s'exiler pour ne plus avoir à subir les ingratitude de l'hiver en montagne. On comprend ainsi combien la mobilisation bénévole reste ici en deçà de la moyenne. Mais un autre phénomène est à l'œuvre et contre lequel certains festivals ont montré qu'ils pouvaient agir.

Il faut considérer qu'un festival représente un ouvrage collectif où les individualités peuvent s'exprimer autrement qu'à l'accoutumée. Il est l'occasion de fortifier des liens sociaux en désarmant au passage des tensions ancestrales. En ce qui concerne Caunterets, il est d'ailleurs frappant de constater que la majorité des bénévoles sont des commerçants de la station. Ces derniers trouvent là une manière de faire converger des réflexions sur l'avenir

et de se sentir acteurs d'une perspective nouvelle. En quelque sorte, cette participation va sceller l'appartenance au groupe de « *ceux qui veulent bouger* »¹.

Comme cela est inévitable, le groupe « *de ceux qui ne sont pas d'accord* » ou « *qui auraient fait autrement* » se constitue automatiquement.

Où qu'elle se déroule, la vie associative n'en reste pas moins indispensable socialement en permettant d'exprimer des positions symboliques ne pouvant se manifester autrement. Outre ces généralités, les relations sociales dans les stations de montagne ont leurs spécificités : la configuration et l'exiguïté des lieux, la pression des enjeux économiques, les enjeux de pouvoir associés, l'opposition chronique entre les habitants de souche et les entrepreneurs extérieurs peuvent demeurer des facteurs de discordance. Cela n'empêche aucunement de s'estimer et de se sentir appartenir à la même communauté montagnarde.

Alors que ces phénomènes humains et universels peuvent être préjudiciables au projet de développement, l'on pourrait imaginer qu'une association à but culturel réussisse à rassembler et à faire prendre un certain recul. Le fait de penser ensemble un festival peut offrir aux acteurs économiques le loisir de penser autrement un projet d'avenir². On ne soulignera jamais assez qu'un festival reste, au-delà de son projet artistique, un formidable espace de rapprochement, de dialogues constructifs, voire un espace d'expérimentation sociale.

¹ Propos d'un bénévole.

² Les projets de développement nécessiteraient d'ailleurs de toujours tenter de comprendre les situations humaines et sociales auxquelles ils sont sensés s'appliquer.

Or, il serait profitable de considérer que cette « expérimentation », mobilisant des personnes d'horizons très divers, représente l'une des conditions essentielles de la vitalité sociale. Sans cette vitalité, il serait difficile d'imaginer que puissent se déployer de nouvelles voies économiques autour de projets partenariaux et cohérents.

En quelque sorte, cette vitalité devrait être visée comme le moyen de lutter contre les individualismes, contre le repli de chaque acteur économique sur son propre projet et pour les conduire à se penser comme faisant partie d'une offre globale. Pour autant, il semble que plusieurs conditions doivent être réunies pour faire en sorte qu'un festival, et plus largement une association à but non lucratif, fasse son œuvre au cœur même des moteurs de la vitalité sociale et économique.

Initiative culturelle et projet de développement

N'ayant pas la prétention d'apporter de réponses toutes faites, ni d'indiquer une orientation pour la station de montagne, nous proposons, pour terminer, de nous tourner vers d'autres expériences pour constater quels sont les facteurs permettant de valoriser un festival du point de vue de la vitalité sociale. Ces facteurs sont soit directement liés à l'organisation de la manifestation, soit indépendants de celle-ci. D'une part, au moins trois facteurs tiennent aux conditions de production d'un festival : la présence d'un chef de file artistique, l'implication des habitants dans l'opération culturelle et les multiples partenariats pouvant être conclus entre les opérateurs économiques locaux et l'équipe d'organisation. D'autre part, une série de facteurs

sont relatifs à l'environnement des festivals : l'existence d'un cadre politique local, la reconnaissance institutionnelle (départements et régions notamment) et l'existence de moteurs économiques ou la possibilité de s'en doter.

À ce propos, il convient de souligner que les prédispositions économiques du territoire restent déterminantes. Une activité culturelle ne pourra pas, bien entendu, contribuer à l'économie locale s'il n'existe pas autour d'elle des activités lucratives et un système complet d'échanges économiques. Pour revenir à l'extrême importance du cadre politique, on verra combien le sens d'une politique culturelle provient moins du fait d'imposer des directions que d'organiser la rencontre entre des enjeux locaux et l'initiative de terrain.

En partant de ces présupposés, nous pouvons mettre en parallèle deux situations, celle d'Uzeste et celle de Marciac, deux communes rurales du sud-ouest accueillant leur festival à orientation jazzistique. La comparaison porte essentiellement sur certaines conditions d'organisation et sur le contexte local, et aucunement sur les projets artistiques et leurs valeurs. Ces deux festivals n'ont en effet que très peu de similitudes du point de vue de ce que les organisateurs cherchent à faire partager. Sur un autre plan, ils n'ont absolument pas les mêmes moyens, ni la même audience. Pour les présenter très brièvement, voici leurs principales caractéristiques.

Désormais connu de tous, rappelons seulement que *Jazz in Marciac* a lieu tous les ans durant la première quinzaine d'août depuis 1977 et qu'il accueille de 150 000 à 200 000 spectateurs, et cela dans une ancienne bastide royale du Gers de 1200 habitants. Le public provient de Midi-

Pyrénées, mais aussi de toute la France et de l'étranger. Plus de 500 bénévoles s'activent chaque année pour préparer l'événement et prendre en charge les tâches qu'il occasionne. Le festival suscite chaque année un peu plus l'attention des médias, notamment France Inter, partenaire du festival depuis longtemps. Dans la continuité du festival d'été, des concerts sont proposés toute l'année (un par mois d'octobre à juin), tandis qu'un musée interactif « Les territoires du jazz » a été créé en 1991.

D'autres informations importantes sont à noter comme la création de classes de jazz au collège, l'hébergement chez l'habitant d'une partie des artistes, la formation de groupes sur le festival, l'existence de scènes ouvertes quotidiennes et l'organisation de master classes. *Jazz in Marciac* correspond plus à un espace consacré au jazz qu'à un simple festival puisque l'on peut y suivre des formations qualifiantes pour adultes, professionnels ou amateurs, et que l'on y trouve des résidences d'artistes internationaux. Essentiellement agricole, cette partie du Gers est éloignée de toute ville et aurait très certainement continué à se dépeupler sans les effets du festival.

Il semble impossible de présenter *Uzeste musical* sans dire qu'il a été créé par le musicien Bernard Lubat, multi-instrumentiste, chanteur et compositeur. Restant parmi l'un des « expérimentateurs » les plus connus de la scène « *enjazzée* », il n'a pas délaissé pour autant le village de son enfance. C'est ainsi qu'Uzeste, peuplé de 351 habitants, est le lieu du festival qu'il a créé, il y a trente ans. Rompant avec son silence habituel, la petite bourgade est « *en fête des arts* » (pas pour tout le monde cependant) durant environ une semaine chaque année vers la fin août. Le village est situé dans le sud du département de la Gironde,

là où commence la très vaste forêt des Landes. Le nombre des habitants et la situation économique de la commune n'évolue que très peu.

Placé à environ une heure de Bordeaux, Uzeste est peu soumis à l'arrivée de nouveaux habitants, tandis que les visiteurs se focalisent plutôt vers les hauts lieux vinicoles comme Sauternes. Par ailleurs, le festival a été produit dans différents endroits du village, mettant ainsi en valeur des lieux méconnus et pittoresques. Durant les éditions les plus fastes financièrement, les spectacles du soir ont été produits sous un vaste chapiteau. Contrairement à Marciac, cette formule n'a pu être reprise depuis quelques années, faute de subsides. Toutefois, de 10 h du matin à 2 h de la nuit, les interventions de toutes formes ont lieu autour d'un village festivalier regroupant plusieurs lieux de restauration, d'exposition et surtout de parole. Toutefois, nous verrons plus loin que le festival a dû quitter le village natal pour des raisons de discordance.

La présence d'un chef de file artistique

Très nombreux sont en France les festivals d'été. Leur grande diversité permet à chacun d'explorer tous les domaines artistiques et d'évoluer d'une proposition à l'autre. Cependant, devant cette profusion, il est certain que les festivals ont à défendre la qualité de leur projet artistique. Pour les amateurs avertis, la présence d'un chef de file artistique se fait ressentir. Qu'il soit lui-même artiste ou amateur éclairé, l'esprit du directeur artistique habite, qu'on le veuille ou non, celui d'un festival. Cette présence représente également un critère qui n'échappe pas à la critique professionnelle. D'ailleurs, l'information relayée

par la presse spécialisée est un facteur souvent prépondérant dans la réputation d'un festival. À Uzeste, Bernard Lubat n'a de cesse de défendre l'idée d'un engagement à partager, engagement parlé, chanté, bigarré, mis en musique sur des thèmes d'actualité.

Comme on peut le lire dans L'Humanité du 22 août 2006 : « *Ici, c'est sûr, la pensée respire. Le problème est que l'on ne sait plus où poser la tête tellement foisonnent les sources d'oxygénation. Sur ce coin de Gascogne artistiquement magnifiée par Bernard Lubat, la 29^{ème} Hestejada de las artes (...) n'aura pas failli à sa réputation d'espace unique de créations, d'improvisations et d'émotions en toute liberté.* » Il est vrai que l'on adresse parfois au fondateur du festival quelques critiques sur son omniprésence sur scène, sur l'organisation improvisée de la manifestation ou encore sur une programmation de dernier instant, mobilisant, d'année en année, ses habitués compagnons d'expérimentation¹. Mais à y regarder de près, là est un principe, un parti pris tout à fait défendable permettant de s'inscrire dans une continuité, une évolution partagée avec les différentes générations de spectateurs. En 2007, la 30^e édition du festival ne ressemblera pas tout à fait à la précédente, tout comme la 29^e proposait une réflexion sous un jour bien différent des premières.

Que l'on apprécie ou non Bernard Lubat, son caractère et ses amis, il faut reconnaître que toute une génération s'est « formée » en revenant inlassablement à Uzeste chaque été, et parfois même en hiver lors des ateliers et spectacles

¹ Outre l'invité mis à l'honneur chaque année, les amis de Lubat viennent le soutenir lorsqu'ils peuvent, compensant ainsi les pénuries successives de financements publics.

donnés à l'Estaminet¹. Que le festival entre ou non dans les critères habituels de la reconnaissance institutionnelle, il faut aussi reconnaître que, chaque année, les générations de spectateurs-acteurs se renouvellent, donnant au festival un nouvel auditoire. Il n'en reste pas moins qu'*Uzeste Musical* reste un lieu de parole où « *l'artiste n'est pas celui qui éblouit, mais celui qui éclaire* »² et qu'il n'aurait pas beaucoup de sens sans l'engagement constant de son fondateur.

Tout comme *Uzeste Musical*, *Jazz in Marciac* est né de l'idée d'une personne, Jean-Louis Guilhaumon, associé à quelques autres passionnés et musiciens comme Guy Lafitte. Cette entreprise, étonnamment audacieuse à ses débuts, a toujours été conduite par le même homme, aujourd'hui entouré d'une solide équipe salariée à temps complet. Ce même homme, enseignant au collège de Marciac, est depuis devenu proviseur de son établissement, maire de sa commune et, récemment, vice-président de la Région chargé du tourisme.

Ainsi le festival de Marciac aura procédé de la passion pour le jazz de quelques individus, passion qui a toujours eu une influence sur la programmation. Et peut-être peut-on en déduire qu'un festival ne se pense pas tout à fait de la même manière selon qu'il participe des désirs d'un amateur ou qu'il se développe sur les bases du projet artistique d'un artiste. Quoi qu'il en soit, Marciac accueille d'année en année les plus grandes personnalités du monde jazzistique, et cela dans une ambiance détendue au bon

¹ Bistrot tenu jadis par les parents Lubat et désormais géré par une association en tant que café culturel.

² Propos de Bernard Lubat dans le programme du 29^e festival.

goût de campagne, de canard et de Jurançon.

Ces événements ont pour particularité d'être l'incarnation des hommes qui les ont imaginés, comme cela est le cas à Pougne-Hérisson avec Yannick Jaulin. Cette particularité n'est pas sans importance. Elle donne à ces festivals une nette différence par rapport aux festivals que l'on a déplacés d'une ville à l'autre¹ ou à ceux que l'on a créés pour des raisons événementielles. Parmi ces différences, on peut remarquer notamment les liens qui vont s'établir progressivement avec les habitants, l'évolution des relations entre « l'esprit artistique » du festival et le milieu économique, mais aussi les rapports plus ou moins sereins liant les fondateurs du festival avec la sphère politique et institutionnelle.

L'implication des habitants ou leur assentiment

Les différences entre *Jazz in Marciac* et *Uzeste musical* sont sensiblement marquées s'agissant de leur appropriation par les habitants. L'un des facteurs qui aura donné à Marciac un statut d'exemplarité est la très forte participation des habitants et leur adhésion quasi unanime à l'opération, qu'ils soient commerçants, amateurs de musique ou autres.

À Uzeste, la situation est plus nuancée. Pour plusieurs raisons, le festival et son fondateur ont leurs complices, mais aussi leurs détracteurs. Les premiers s'engagent comme bénévoles, rénovent leurs commerces, viennent en spectateurs. Les seconds restent chez eux, partent en

¹ Organisés souvent par des sociétés de production recherchant la ville d'accueil la plus porteuse.

vacances durant le festival, ou encore ferment leur commerce pour cette occasion (le seul boulanger du village notamment !).

Bien entendu, comme partout, certains habitants ne « *comprennent pas* » vraiment la musique proposée, alors que d'autres regrettent l'agitation et le bruit occasionné. En outre, on peut penser que le festival, contrairement à d'autres, ne cherche pas à être consensuel. La personnalité¹ de son « chef d'orchestre », son engagement politique et son exigence artistique semblent tenir à distance de la fête une partie des habitants. L'augmentation de la fréquentation du village n'y change rien, alors même qu'il n'existe aucune autre occasion de capter des visiteurs. Il faut aussi remarquer que l'action de la Compagnie Lubat, implantée à Uzeste, est aussi le support d'une action culturelle complète au profit des jeunes : ils peuvent se former au théâtre, à la musique et à la danse entre autres choses. La Menuiserie² est un lieu de spectacles ouvert toute l'année et un lieu de formation.

Ces deux exemples montrent à quels points les différences peuvent être prononcées entre une adhésion unanime et une appropriation toujours aléatoire, allant même jusqu'à un rejet partiel. Or, l'appropriation d'une démarche culturelle a une incidence non négligeable dans les rapports qu'entretiendra le projet avec l'évolution du système économique.

Pour Marciac, il est indéniable que le festival aura ouvert des perspectives très concrètes (que nous allons aborder),

¹ Le musicien, homme de caractère, préfère « anoblir, qu'arrondir les angles » et c'est tout à son honneur d'artiste.

² Une ancienne menuiserie réhabilitée symbolisant les relations très étroites entre la musique, la culture et l'activité de la Gascogne.

alors qu'Uzeste n'aura que peu bénéficié de la dynamique apportée par son festival. Il faut souligner cependant que les effets peuvent se neutraliser : si le boulanger d'Uzeste ferme sciemment en période de festival, le Café des Sports réalise plus de 50% de son chiffre d'affaires durant la manifestation. Cet établissement multi-services a été entièrement réaménagé et embelli grâce à la présence du festival.

L'existence de moteurs économiques

Une opération culturelle ne peut à l'évidence engendrer des effets économiques qu'à partir du moment où un réceptacle économique existe. Il est également nécessaire que les opérateurs économiques se sentent concernés, qu'ils aient pris la pleine mesure des potentiels et qu'ils aient aussi une capacité de développement. C'est là encore ce qui marque une différence entre nos deux exemples. Si cela est peu le cas pour Uzeste, Marciac se trouve dans une situation bien plus favorable ; non que cette situation favorable ait existé aux origines de l'initiative, mais elle a peu à peu procédé d'efforts successifs. Il faut néanmoins admettre que le nombre d'habitants et de commerces était supérieur à Marciac en 1977 (les deux festivals ont la même ancienneté). Cela n'empêche pas de considérer le processus qui a conduit Marciac à passer du statut de bourgade tranquille et en marge des axes touristiques à celui de « pôle régional »¹ dans lequel investissent des sociétés comme le consortium EADS ou encore Pierre et

¹ Le label « pôle culturel de territoire » est proposé par la région Midi-Pyrénées avec les aides qu'il suppose.

Vacances. En 1990, il ne restait plus au collège de Marciac que 60 élèves, statistique compromettant gravement son avenir. On en compte 190 aujourd'hui.

Il faut dire que le succès du festival a suscité la mise sur pied d'un projet culturel au sein du collège, ce qui aura participé à l'installation de jeunes ménages. Le plus spectaculaire reste sans doute l'ouverture de la classe de jazz au collège engendrant même des travaux d'agrandissement de l'internat.

Avec la nouvelle population accueillie, la commune draine désormais de plus en plus de vacanciers grâce à un programme d'équipements touristiques : un lac de 30 hectares a été aménagé, un ensemble touristique de 310 à 350 lits pour plus de 11 millions d'euros a été ouvert par Pierre et Vacances en 2003. Cette résidence 3 étoiles propose des animations groupant concerts de jazz et séjours de découverte du patrimoine rural. C'est ainsi une véritable métamorphose qu'a connue le village, avec une nette relation entre cohésion des membres du village et développement de l'économie. Pour ne citer qu'un exemple, les travaux d'embellissement du village ont servi d'exemple aux particuliers.

En plus de la création de gîtes et de chambre d'hôtes, des vignes, disparues depuis longtemps, ont été replantées sur les collines environnantes. Cette dynamique partagée a permis de créer une centaine d'emplois dans plusieurs domaines d'activités, directement issues du festival de jazz ou indirectement par des entreprises bénéficiant de l'impact du festival. Un projet de pépinière d'entreprises à vocation culturelle a même été à l'étude en 2003. Tout ce processus aura pu avoir lieu grâce à une patiente démarche conduite par la municipalité en étroite association avec le

festival, mais aussi par d'autres partenaires au plan territorial. Cette constatation invite, pour terminer, à examiner le rôle des acteurs politiques dans cette entreprise.

La volonté politique et le cadre institutionnel

Il est toujours difficile de spéculer sur les relations profondes et souvent complexes qui unissent une initiative culturelle, un territoire et les décideurs politiques. Ici, nous avons simplement besoin de constater comment peuvent plus ou moins bien s'établir des relations de travail entre une équipe culturelle et des collectivités. Pour Uzeste, la situation prêterait à sourire si elle ne recouvrait pas une amère incapacité à se comprendre. L'histoire étant infiniment complexe¹, nous nous limiterons à dire que le festival a été, au cours de sa vie, très différemment soutenu par ses différents partenaires publics, notamment par la municipalité d'Uzeste². Au gré des alternances, le festival s'est vu tour à tour parfaitement intégré et aidé, ou obligé de s'expatrier dans la commune voisine, Villandraut, ou plus loin encore comme ce fut le cas pour la 30^e édition.

Pour Marciac, il faut remarquer que le succès du festival a conduit la communauté de communes à s'engager dans

¹ Complexe puisqu'un événement explique le suivant et que les parties en présence sont multiples entre l'Etat, les collectivités territoriales et les différentes entités créées par le musicien : le festival, l'association portant le programme annuel d'action culturelle, la compagnie Lubat elle-même...

² L'aide de la commune se limitait au prêt des terrains et à toutes les questions techniques et matérielles.

un programme d'innovation rurale mis en place avec un groupe local de réflexion. Il en a découlé une université d'été durant le festival, des cafés-débats ayant lieu toute l'année depuis mai 2002 dans le café de l'hôtel de ville. Celui-ci accueille aussi des expositions, des concerts, des débats, et propose des produits régionaux. Intimement liées, l'action culturelle et l'économie de tourisme rural sont soutenues par les collectivités publiques et l'Union européenne avec le relais d'entrepreneurs privés. Ainsi, un contrat de « site majeur » avec l'État, la Région et le Département (comme Gordes et Rocamadour) a été signé, de même qu'un contrat de pays pour le Pays du Val d'Adour¹.

L'ensemble de ce montage tourné vers le développement d'un territoire – qui n'avait que de faibles atouts – n'aurait pu avoir lieu sans la reconnaissance des pouvoirs publics. Mais, pour percevoir ce que la création du festival a suscité chez les habitants et les élus, il faut aussi imaginer le temps qu'il a fallu pour que le mécanisme d'adhésion ait lieu. C'est sans doute à force de multiples « petites réussites » que les différents acteurs de l'aventure ont pu saisir tous les potentiels du projet.

Si l'on peut constater à Marciac l'adhésion de la population et des décideurs, il faut cependant se rappeler combien il est difficile, dans beaucoup de situations, de faire partager certaines intuitions originelles. Il existe aussi des situations dans lesquelles la création d'un festival à grand renfort de moyens publics n'a jamais vraiment réussi à mobiliser une population, à faire évoluer la situation

¹ Pays qui s'étend sur trois départements et deux régions (Midi-Pyrénées et Aquitaine).

culturelle ou à engendrer une économie objectivement mesurable, même si des retombées médiatiques ont pu être constatées. Entre ces deux extrêmes, toute une palette de circonstances est décelable. Cependant, il est intéressant de remarquer que ni le déversement d'argent public, ni son absence bien sûr, ne sont des conditions de réussite. Il semble en effet qu'aient à se jouer de subtiles relations entre les porteurs d'initiatives et les pouvoirs publics.

En somme, c'est comme si un projet artistique devait naître pour ce qu'il est, pour voir ensuite un projet culturel se former sur les bases d'une relation avec les habitants.

Pour soutenir un projet artistique à bon escient, encore faut-il en avoir identifié l'opportunité dans le cadre d'une politique culturelle préalablement définie (qui suppose l'identification des enjeux, un diagnostic de l'existant, des orientations claires et un système d'évaluation). Ceci dit, il est vrai qu'une politique culturelle peut émerger ou s'affiner au regard des résultats positifs d'une initiative. À ce sujet, il faut rappeler qu'il existe une différence entre projet artistique et projet culturel, puisqu'il s'agit pour la collectivité (le politique) de se prononcer sur les enjeux culturels et non sur l'esthétique (la partie artistique devrait être réservée aux professionnels des arts en ce qui concerne son contenu, mais le choix peut dépendre du politique, en lien ou non avec les habitants et les professionnels).

Conclusion

Une initiative culturelle inattendue peut parfois relancer un processus de décision politique. Un musée peut transformer la face d'une ville désertée par l'industrie. Un village peut à tout moment apparaître sur les cartes touristiques grâce à un élément de patrimoine réanimé. Un poète invité au village peut un instant réenchanter le dialogue entre les personnes. La naissance d'une chorale, d'une troupe de théâtre, d'une école de musique, si modeste soit-elle, infléchira la vie d'un village soumis à la périurbanisation. Malgré cela, il semble que la culture demeure encore à la marge des politiques de développement, comme si elle était devenue un luxe que l'on se permettrait une fois créés tous les autres services publics. Des efforts bien réels sont toutefois consentis à des politiques dites « transversales » cherchant à opérer une jonction entre interventions culturelles et développement territorial.

Mais, bien souvent, cette jonction semble relever du casse-tête pour les collectivités territoriales, qui ont notamment à reconsidérer leurs logiques administratives pour insérer la culture au sein de leurs autres compétences.

Quoi qu'il en soit, les observateurs et les collectivités reconnaissent volontiers que les festivals engendrent de l'économie. On entend par là que leurs retombées financières sont réelles. Ils drainent en effet des consommateurs donnant une chance supplémentaire aux commerçants de vivre de leur activité. Parfois, certains festivals permettent même à une filière professionnelle de

se structurer. Au plan national, on sait combien l'offre culturelle estivale participe largement, avec le patrimoine et les atouts paysagers, à une « industrie touristiques » des plus significatives. Pour autant, ce serait gâcher de formidables chances de développement que de considérer un festival comme un produit à consommer parmi d'autres. Lorsque cela est d'ailleurs le cas, il existe toujours le risque de détourner le sens d'un projet artistique au profit de la seule logique touristique.

À plusieurs égards, il existerait donc une différence fondamentale entre les impacts financiers d'un festival et sa faculté à agir sur la structure même d'une économie locale. Agir sur cette structure, ce n'est pas qu'agir sur le produit financier, mais vraisemblablement aussi sur la sensibilité et le savoir-faire des individus, sur leurs modes relationnels, ou encore sur les modèles de développement autour desquels ils vont s'accorder. En somme, l'économie n'est pas qu'une affaire d'échange monétaire, mais aussi de mise en culture des valeurs animant une société. Il est même possible d'aller plus loin en pensant que « mettre en développement » son économie ne correspond pas forcément à la faire croître indéfiniment, mais plutôt à lui donner un horizon particulier. La définition de cet horizon appartient au politique au travers du dialogue avec la société.

Lorsqu'un porteur de projet vient à la mairie, à l'hôtel du Département ou à celui de la Région pour présenter son projet de festival, il est peut-être alors envisageable de chercher à « valoriser l'initiative » en sorte qu'elle puisse participer à l'énonciation de cet horizon. Cette démarche nécessitera alors des outils d'analyse appropriés pour cerner le plus précisément possible toute la gamme des

fonctions pouvant répondre à des enjeux sociaux, culturels, pédagogiques et économiques dans un contexte toujours singulier. Une fois de plus, l'exemple de la station de montagne s'impose pour évoquer la nécessité de définir, après trois ans d'existence du festival, les enjeux humains d'une politique de soutien à ce dernier. De là, il serait peut-être possible d'anticiper sur ses fonctions économiques, mais à la condition d'avoir une idée précise des orientations à long terme d'un projet de développement.